

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 2375

[C — 2007/09508]

25 AVRIL 2007. — Loi organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des greffiers de l'Ordre judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, et les référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. La présente loi est applicable aux :

1. greffiers de l'Ordre judiciaire
2. référendaires près la Cour de cassation
3. référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux.

CHAPITRE III. — *De la négociation*

Art. 3. Sauf dans les cas d'urgence déterminés par le Roi, les autorités compétentes ne peuvent, sans une négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein du comité créé à cet effet, prendre :

1° les avant-projets de loi ou les réglementations de base ayant trait :

- a) au statut administratif, y compris le régime de congés et de vacances;
- b) au statut pécuniaire;
- c) au régime de pensions;
- d) aux relations avec les organisations syndicales;

2° les dispositions réglementaires, les mesures d'ordre intérieur ayant un caractère général et les directives ayant le même caractère qui sont relatives à la fixation ultérieure des cadres du personnel, à la durée du travail et à l'organisation de celui-ci.

Le Roi détermine les réglementations de base visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, en indiquant soit les matières qui en font l'objet, soit les dispositions qui les constituent. Le Roi détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par organisation du travail au sens de l'alinéa 1^{er}, 2°.

Les arrêtés pris à cet effet sont précédés de la négociation prescrite par le présent article.

Art. 4. Le Roi crée le comité de négociation pour les greffiers, les référendaires et les juristes de parquet de l'Ordre judiciaire.

Ce comité est compétent pour les matières énumérées à l'article 3 qui concernent le personnel visé à l'article 2.

Art. 5. Le comité de négociation pour les greffiers, les référendaires et les juristes de parquet de l'Ordre judiciaire comprend, d'une part, une délégation de l'autorité et, d'autre part, une délégation par organisation syndicale représentative.

Au comité de négociation, la délégation de l'autorité comprend le Ministre de la Justice et les Ministres compétents pour la Fonction publique et le Budget ou leurs délégués dûment mandatés.

Le Roi détermine la composition et le fonctionnement du comité de négociation. Il détermine également les règles pour la procédure de négociation.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 2375

[C — 2007/09508]

25 APRIL 2007. — Wet tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de griffiers van de Rechterlijke Orde, de referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en parketjuristen bij de hoven en rechtbanken

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. Deze wet is van toepassing op :

1. de griffiers van de Rechterlijke Orde
2. de referendarissen bij het Hof van Cassatie
3. de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven en rechtbanken.

HOOFDSTUK III. — *Onderhandelingen*

Art. 3. Behoudens in de door de Koning bepaalde spoedgevallen kunnen de bevoegde overheden enkel na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties in het daartoe opgerichte comité, vaststellen :

1° de voorontwerpen van wet of grondregelingen terzake van :

- a) het administratief statuut, met inbegrip van de vakantief- en verlofregeling;
- b) de bezoldigingsregeling;
- c) de pensioenregeling;
- d) de betrekkingen met de vakorganisaties;

2° verordeningbepalingen, algemene maatregelen van inwendige orde en algemene richtlijnen met het oog op de latere vaststelling van de personeelsformatie of inzake arbeidsduur en organisatie van het werk.

De Koning wijst de in het eerste lid, 1°, bedoelde grondregelingen aan, met opgave van, hetzij de daarin behandelde aangelegenheden, hetzij de daarin opgenomen bepalingen en bepaalt wat onder de organisatie van het werk dient te worden verstaan in de zin van het eerste lid, 2°.

Aan de daartoe vast te stellen besluiten gaan de in dit artikel voorgeschreven onderhandelingen vooraf.

Art. 4. De Koning richt het onderhandelingscomité voor de griffiers, referendarissen en parketjuristen van de Rechterlijke Orde op.

Dit comité is bevoegd voor de in artikel 3 opgesomde aangelegenheden die het personeel bedoeld in artikel 2 aangaan.

Art. 5. Het onderhandelingscomité voor de griffiers, referendarissen en parketjuristen van de Rechterlijke Orde omvat enerzijds een afvaardiging van de overheid en anderzijds een afvaardiging per representatieve vakorganisatie.

In het onderhandelingscomité maken deel uit van de afvaardiging van de overheid, de Minister van Justitie en de Ministers die bevoegd zijn voor Ambtenarenzaken en Begroting, of hun behoorlijk gemachtigde afgevaardigden.

De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van het onderhandelingscomité. Hij bepaalt ook de regels voor de onderhandelingsprocedure.

Art. 6. Les conclusions de toute négociation sont consignées dans un protocole mentionnant :

- 1° soit l'accord unanime de toutes les délégations;
- 2° soit l'accord entre la délégation de l'autorité et la délégation d'une ou de plusieurs organisations syndicales ainsi que la position de la délégation d'une ou de plusieurs organisations syndicales;
- 3° soit la position respective de chaque délégation.

CHAPITRE IV. — *De la concertation*

Art. 7. § 1^{er}. Sauf dans les cas d'urgence déterminés par le Roi, l'autorité ne peut, sans une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein des comités de concertation créés conformément à l'article 8 à cet effet, prendre :

1° les décisions fixant le cadre du personnel des greffiers de l'Ordre judiciaire et des référendaires près la Cour de cassation, des référendaires et des juristes de parquet près les cours et tribunaux, qui relèvent du comité de concertation dont il s'agit;

2° les réglementations relatives aux sujets visés à l'article 3 que le Roi n'a pas considérées comme réglementations de base ainsi que celles relatives à la durée du travail et à l'organisation de celui-ci qui sont propres aux catégories de personnel ressortissant au comité de concertation dont il s'agit.

Sont, en outre, soumises à la même concertation préalable les mesures d'ordre et les directives relatives à un des objets visés à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Les comités peuvent également être saisis, selon les mêmes modalités, de propositions tendant à l'amélioration des relations humaines ou à l'amélioration du service.

§ 2. Les comités de concertation émettent un avis motivé sur les propositions introduites.

§ 3. Les comités de concertation exercent également les attributions qui, dans les entreprises privées, sont confiées aux comités pour la prévention et la protection au travail. Si l'une de ces attributions concerne plus d'un comité de concertation de base, celle-ci peut être saisie par le comité de concertation, à la demande de chaque délégation.

Art. 8. § 1^{er}. Le Roi crée un comité de concertation pour les greffiers, référendaires et juristes de parquet de l'Ordre judiciaire.

Le comité de concertation comprend, d'une part, une délégation de l'autorité et, d'autre part, une délégation par organisation syndicale représentative.

Au comité de concertation, la délégation de l'autorité comprend le Ministre de la Justice et les Ministres compétents pour la Fonction publique et le Budget ou leurs délégués dûment mandatés.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, le Roi peut, par ressort de la cour d'appel, créer un comité de concertation de base compétent exclusivement pour les matières qui ne dépassent pas le ressort.

Au comité de concertation de base, la délégation de l'autorité comprend le premier président de la cour d'appel ou de la cour de travail, le procureur général près la cour d'appel du ressort concerné, ou leurs délégués.

§ 3. Les organisations syndicales représentées dans le comité de négociation des greffiers, référendaires et juristes de parquet de l'Ordre judiciaire sont habilitées à présenter des délégués pour siéger dans les comités de concertation.

Le Roi précise la composition et le fonctionnement des comités de concertation. Il détermine également les modalités de la procédure de concertation

CHAPITRE V. — *Agrément et représentativité des organisations syndicales*

Art. 9. Les organisations syndicales des membres du personnel visés à l'article 2, sont agréées dès le moment où elles se sont fait connaître au Ministre de la Justice par l'envoi, sous pli recommandé à la poste, d'une copie de leurs statuts et de la liste de leurs dirigeants responsables.

Art. 6. De conclusies van iedere onderhandeling worden vermeld in een protocol waarin worden opgetekend :

- 1° ofwel het eenparig akkoord van al de afvaardigingen;
- 2° ofwel het akkoord tussen de afvaardiging van de overheid en de afvaardiging van één of meer vakorganisaties alsook het standpunt van de delegatie van één of meer vakorganisaties;
- 3° ofwel het respectieve standpunt van elke afvaardiging.

HOOFDSTUK IV. — *Overleg*

Art. 7. § 1. Behoudens in de door de Koning bepaalde spoedgevallen, kan de overheid niet dan na overleg met de representatieve vakorganisaties in de overeenkomstig artikel 8 opgerichte overlegcomités :

1° beslissingen nemen tot vaststelling van de personeelsformatie van de griffiers van de Rechterlijke Orde, de referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven en rechtbanken, die onder het betrokken overlegcomité ressorteren;

2° de regelingen vaststellen met betrekking onderwerpen bedoeld in artikel 3 die de Koning niet als grondregelingen heeft beschouwd, alsook die welke betrekking hebben op de arbeidsduur en op de organisatie van het werk, die eigen zijn aan de personeelscategorieën die onder het betreffende overlegcomité vallen.

Evenzo moet vooraf overleg worden gepleegd over maatregelen van orde en over richtlijnen betreffende een van de aangelegenheden bedoeld in het eerste lid, 2°.

Volgens dezelfde regels kunnen bij de comités ook voorstellen aanhangig worden gemaakt, strekkende tot verbetering van de menselijke betrekkingen of tot verbetering van de dienstverlening.

§ 2. De overlegcomités brengen over de ingediende voorstellen een met redenen omkleed advies uit.

§ 3. De overlegcomités oefenen eveneens de bevoegdheden uit die in particuliere bedrijven opgedragen zijn aan de comités voor preventie en bescherming op het werk. Indien een van deze bevoegdheden meer dan één basisoverlegcomité aanbelangt, kan op vraag van elke afvaardiging, deze aanhangig worden gemaakt op het overlegcomité.

Art. 8. § 1. De Koning richt een overlegcomité voor de griffiers, referendarissen en parketjuristen van de Rechterlijke Orde op.

Het overlegcomité omvat enerzijds een afvaardiging van de overheid en anderzijds een afvaardiging per representatieve vakorganisatie.

In het overlegcomité maken deel uit van de afvaardiging van de overheid, de Minister van Justitie en de Ministers die bevoegd zijn voor Ambtenarenzaken en Begroting, of hun behoorlijk gemachtigde afvaardigden.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in § 1 kan de Koning per rechtsgebied van het hof van beroep een basisoverlegcomité oprichten dat elk uitsluitend bevoegd is voor aangelegenheden die het desbetreffende rechtsgebied niet overstijgen.

In het basisoverlegcomité maken deel uit van de afvaardiging van de overheid, de eerste voorzitter van het hof van beroep of van het arbeidshof, de procureur-generaal bij het hof van beroep van het betreffende rechtsgebied of hun afvaardigden.

§ 3. De in het onderhandelingscomité van de griffiers, referendarissen en parketjuristen van de Rechterlijke Orde vertegenwoordigde vakorganisaties zijn gerechtigd afvaardigden voor te dragen om zitting te hebben in de overlegcomités.

De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van de overlegcomités. Hij bepaalt tevens de nadere regels voor de overlegprocedure.

HOOFDSTUK V. — *Erkenning en representativiteit van de vakorganisaties*

Art. 9. De vakorganisaties van de personeelsleden bedoeld in artikel 2 worden erkend zodra zij zich bij de Minister van Justitie doen kennen door het toezenden, bij een ter post aangetekende brief, van een afschrift van hun statuten en van de lijst van hun verantwoordelijke leiders.

L'agrément ne leur est maintenu que si elles portent à la connaissance du Ministre de la Justice les modifications qu'elles apportent à leurs statuts ou à la liste de leurs dirigeants responsables.

Art. 10. Seules les organisations syndicales représentatives peuvent siéger au comité de négociation et aux comités de concertation des greffiers, référendaires et juristes de parquet de l'Ordre judiciaire.

Sont considérées comme représentatives pour siéger :

1° les organisations syndicales agréées qui siègent au comité commun à l'ensemble des services publics, visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

2° sans préjudice du 1°, les organisations syndicales agréées qui, à la fois :

a) défendent les intérêts, soit de toutes les catégories de greffiers de l'Ordre judiciaire, soit les référendaires près la Cour de cassation, soit de tous les référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux, soit de toutes les catégories de personnel énumérées ci-dessus;

b) comptent un nombre d'affiliés cotisants qui représente au moins 25 pour cent de l'ensemble des personnes composant chaque groupe de personnel qu'elles représentent.

Art. 11. § 1^{er}. A partir d'une date fixée par le Roi, et ensuite tous les six ans, la commission de contrôle visée à l'article 14, § 1^{er}, de la loi précitée du 19 décembre 1974, nommée ci-après la « commission », vérifie si les organisations syndicales qui siègent ou qui demandent à pouvoir siéger dans le comité de négociation et les comités de concertation satisfont au critère fixé à l'article 10, alinéa 2, 2°, b.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1^{er} produisent à la commission, à la demande de celle-ci, les éléments probants nécessaires à l'application dudit alinéa.

A la demande du président de la commission, le Ministre de la Justice est tenu de lui fournir la liste à jour des greffiers, référendaires près la Cour de cassation, et référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux.

Les membres de la commission et les agents qui éventuellement les assistent, sont soumis à l'obligation du secret professionnel au sujet des renseignements fournis par les organisations syndicales.

Un délégué de l'organisation syndicale intéressée peut assister à toute opération de vérification qui la concerne.

§ 2. Une organisation syndicale dont la commission a constaté qu'elle ne satisfait pas aux dispositions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut demander un nouvel examen avant l'expiration de la période de six ans, si elle croit que depuis cette constatation elle répond bien au critère imposé.

Si, à la suite de ce nouvel examen, il apparaît que l'organisation syndicale satisfait au critère prévu, celle-ci peut immédiatement siéger dans le comité de négociation et les comités de concertation.

CHAPITRE VI. — Prerogatives des organisations syndicales

Art. 12. Les organisations syndicales agréées peuvent, aux conditions fixées par le Roi et conformément aux modalités qu'Il détermine :

1° intervenir auprès des autorités autorisées à prendre des décisions, dans l'intérêt collectif du personnel qu'elles représentent ou dans l'intérêt particulier d'un membre du personnel.

2° assister à sa demande un membre du personnel appelé à justifier ses actes devant l'autorité administrative;

3° afficher des avis dans les locaux des services;

4° recevoir la documentation de caractère général concernant la gestion du personnel qu'elles représentent.

Zij blijven hun erkenning slechts behouden indien zij aan de Minister van Justitie de wijzigingen doen kennen welke zij in hun statuten of in de lijst van hun verantwoordelijke leiders aanbrengen.

Art. 10. Alleen de representatieve vakorganisaties hebben zitting in het onderhandelingscomité en in de overlegcomités voor de griffiers, referendarissen en parketjuristen van de Rechterlijke Orde.

Worden geacht representatief te zijn om zitting te hebben :

1° de erkende vakorganisaties die zitting hebben in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 3°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

2° onverminderd het 1°, de erkende vakorganisaties die tegelijk :

a) de belangen verdedigen van hetzij al de categorieën van griffiers van de Rechterlijke Orde, hetzij de referendarissen bij het Hof van Cassatie, hetzij al de referendarissen en parketjuristen bij de hoven en rechtbanken, hetzij alle hier opgesomde categorieën van personeel samen;

b) een aantal bijdrageplichtige leden tellen dat ten minste 25 % vertegenwoordigt van het totaal aantal personen die elke personeelsgroep die zij vertegenwoordigen, samenstelt.

Art. 11. § 1. Vanaf een door de Koning vastgestelde datum en vervolgens om de zes jaar, onderzoekt de controlecommissie bedoeld in artikel 14, § 1, van de voormelde wet van 19 december 1974, hierna « de commissie » genoemd, of de vakorganisaties die zitting hebben of vragen om zitting te mogen hebben in het onderhandelingscomité en de overlegcomités voldoen aan het criterium dat is bepaald in artikel 10, tweede lid, 2°, b.

De vakorganisaties bedoeld in het eerste lid leggen aan de commissie, op haar aanvraag, de bewijsmiddelen voor die nodig zijn voor de toepassing van het bedoelde lid.

Op verzoek van de voorzitter van de commissie moet de Minister van Justitie hem de bijgewerkte lijst van de griffiers, de referendarissen bij het Hof van Cassatie, en referendarissen en parketjuristen bij de hoven en rechtbanken bezorgen.

Voor de leden van de commissie en de personeelsleden die hun eventueel terzijde staan, geldt de verplichting van het beroepsgeheim over de inhoud van de inlichtingen door de vakorganisaties verstrekt.

Een afgevaardigde van de betrokken vakorganisatie mag bij iedere onderzoeksverrichting betreffende die organisatie aanwezig zijn.

§ 2. Een vakorganisatie waarvan door de commissie werd vastgesteld dat zij niet voldoet aan de bepalingen bedoeld in § 1, eerste lid, mag voor het verstrijken van de termijn van zes jaar een nieuw onderzoek aanvragen, indien zij meent sinds die vaststelling wel aan het gestelde criterium te voldoen.

Indien uit dit nieuw onderzoek blijkt dat de vakorganisatie aan het gestelde criterium voldoet, heeft zij onmiddellijk zitting in het onderhandelingscomité en de overlegcomités.

HOOFDSTUK VI. — Prerogatieven van de vakorganisaties

Art. 12. De erkende vakorganisaties mogen, onder de voorwaarden die de Koning bepaalt en overeenkomstig de nadere regels die Hij vastlegt :

1° stappen doen bij de overheden die ertoe gemachtigd zijn te beslissen, in het gemeenschappelijk belang van de personeelsleden die zij vertegenwoordigen of in het bijzonder belang van een personeelslid;

2° een personeelslid dat zijn daden voor de overheid moet rechtvaardigen, op zijn verzoek ter zijde staan;

3° in de lokalen van de diensten berichten uithangen;

4° de algemene documentatie ontvangen betreffende het beheer van het personeel dat zij vertegenwoordigen.

Art. 13. Aux conditions fixées par le Roi et sans préjudice des autres prérogatives que la présente loi leur confère, les organisations syndicales représentatives peuvent :

1° exercer les prérogatives des organisations syndicales agréées;

2° percevoir les cotisations syndicales dans les locaux pendant les heures de service;

3° assister aux concours et examens organisés pour les membres du personnel, sans préjudice des prérogatives des jurys;

4° organiser des réunions dans les locaux.

CHAPITRE VII. — *Disposition concernant les délégués syndicaux*

Art. 14. Le Roi détermine les règles valables pour les délégués syndicaux pour ce qui est de leur activité auprès des greffiers, référendaires et juristes de parquet de l'Ordre judiciaire.

Les membres du personnel ayant cette qualité, ont droit, dans les cas déterminés par le Roi, au congé syndical pour la période qu'ils consacrent à une mission syndicale. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 15. L'article 2, § 3, de la loi du 1^{er} septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public, modifié par les lois des 22 janvier 1985, 24 mars 1999 et 15 janvier 2002, est complété comme suit :

« 7° à l'égard des membres du personnel visés à l'article 2 de la loi du 25 avril 2007 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des greffiers de l'Ordre judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, les référendaires et les juristes de parquet près les cours et tribunaux, les organisations qui satisfont aux conditions de l'article 10 de cette loi. »

Art. 16. En vue de la première application de la vérification de la représentativité visée à l'article 11, § 1^{er}, on entend par « affilié cotisant » le membre du personnel qui a payé la cotisation syndicale pour chaque mois de la période de référence définie ci-après dans laquelle la date de référence tombe.

Pour l'application de la présente disposition, la date de référence est le 30 juin de l'année qui précède la date d'entrée en vigueur de la présente loi. La période de référence pour l'application de cette disposition est la période de six mois à partir du premier jour du sixième mois de l'année dans laquelle se situe la date de référence.

Pour l'application de la présente disposition, la cotisation syndicale est celle qui, pour le mois dans lequel tombe la date de référence, est au minimum égale à 0,74 pour cent du traitement mensuel brut garanti indexé, telle qu'elle est d'application au 1^{er} juillet de l'année qui précède la date de référence.

Elle est calculée sur la base du montant le plus bas qui figure à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des services publics fédéraux. Pour ces calculs, seul le résultat final relatif à la cotisation mensuelle est arrondi de telle façon que, au cas où le montant calculé contient une fraction de cent, il est arrondi au cent supérieur ou inférieur selon que la fraction de cent atteint ou non un demi.

Art. 13. Onder de voorwaarden bepaald door de Koning en onverminderd de andere prerogatieven welke hen door deze wet worden toegekend, mogen de representatieve vakorganisaties :

1° de prerogatieven van de erkende vakorganisaties uitoefenen;

2° de vakbondsbijdragen innen in de lokalen tijdens de diensturen;

3° aanwezig zijn op de vergelijkende examens en op de examens welke voor de personeelsleden worden georganiseerd onverminderd de prerogatieven van de examencommissies.

4° in de lokalen vergaderingen beleggen.

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling betreffende de vakbondsafgevaardigden*

Art. 14. De Koning bepaalt de regels die gelden voor de vakbondsafgevaardigden ter zake van hun activiteit bij de griffiers, referendarissen en parketjuristen van de Rechterlijke Orde.

De personeelsleden die deze hoedanigheid bezitten, genieten, in de door de Koning bepaalde gevallen, vakbondsverlof voor de periode waarin dat zij een vakbondsopdracht vervullen. Dit verlof wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 15. Artikel 2, § 3, van de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, gewijzigd bij de wetten van 22 januari 1985, 24 maart 1999 en 15 januari 2002, wordt aangevuld als volgt :

« 7° ten opzichte van de personeelsleden bedoeld in artikel 2 van de wet van 25 april 2007 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de griffiers van de Rechterlijke Orde, de referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en parketjuristen bij de hoven en rechtbanken, de organisaties die voldoen aan de voorwaarden van artikel 10 van die wet. »

Art. 16. Met het oog op de eerste toepassing van het in artikel 11, § 1, bedoelde representativiteitsonderzoek, dient onder « bijdrageplichtig lid » te worden verstaan het personeelslid dat voor elke maand van de hierna gedefinieerde referentieperiode waarin de referentiedatum valt, de vakbondsbijdrage heeft betaald.

Voor de toepassing van deze bepaling is de referentiedatum 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan de datum van inwerkingtreding van deze wet. De referentieperiode is voor de toepassing van deze bepaling de periode van zes maanden vanaf de eerste dag van de zesde maand van het jaar waarin de referentiedatum valt.

Voor de toepassing van deze bepaling is de vakbondsbijdrage die welke, voor de maand waarin de referentiedatum valt, ten minste gelijk is aan 0,74 % van de geïndexeerde gewaarborgde maandelijks brutobezoldiging, zoals zij van toepassing is op 1 juli van het jaar dat aan de referentiedatum voorafgaat.

Zij wordt berekend op basis van het laagste bedrag dat opgegeven is in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de federale overheidsdiensten. Voor die berekeningen, wordt alleen het eindresultaat betreffende de maandelijks bijdrage afgerond op die wijze dat, wanneer het berekende bedrag een gedeelte van een cent bevat, het tot de hogere of lagere cent wordt afgerond naar gelang het gedeelte van een cent al dan niet een half bereikt.

Art. 17. A l'exception du présent article, le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi, au plus tard six mois après la publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice

Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice

Mme L. ONKELINX

—
Note

Documents du Sénat :

3-2010 – 2006/2007

N°. 1 : Projet de loi

N°. 2 : Amendements

N°. 3 : Rapport fait au nom de la commission

N°. 4 : Texte amendé par la commission

Annales du Sénat : 15 février 2007

Documents de la Chambre des représentants :

51-2923 – 2006/2007

N°.1 Projet transmis par le Sénat

N°.2 Rapport fait au nom de la commission

N°. 3 Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale

Compte rendu intégral : 29 mars 2007

Art. 17. Met uitzondering van dit artikel, treedt deze wet in werking op een door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk zes maanden na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie

Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

Stukken van de Senaat :

3-2010 – 2006/2007

Nr. 1 : Wetsontwerp

Nr. 2 : Amendementen

Nr. 3 : Verslag namens de commissie

Nr. 4 : Tekst geamendeerd door de commissie

Handelingen van de Senaat : 15 februari 2007

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

51-2923 – 2006/2007

Nr. 1 Ontwerp overgezonden door de Senaat

Nr. 2 Verslag namens de commissie

Nr. 3 Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd

Integraal verslag : 29 maart 2007

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 2376

[C – 2007/09520]

7 MAI 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 janvier 1998 organisant la gestion administrative et financière de l'Institut national de Criminologie et de Criminologie comme service de l'Etat à gestion séparée

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1997 constituant l'Institut national de Criminologie et de Criminologie en service de l'Etat à gestion séparée, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 août 2006;

Vu l'accord de notre Ministre de la Fonction publique, donné le 13 février 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 mars 2007;

Vu le protocole n° 322 du 24 avril 2007 du Comité de secteur III - Justice;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le comptable de l'Institut national de Criminologie et de Criminologie a les mêmes obligations que les comptables des autres établissements scientifiques et culturels fédéraux;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 2376

[C – 2007/09520]

7 MEI 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 januari 1998 houdende organisatie van het administratief en financieel beheer van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie als staatsdienst met afzonderlijk beheer

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1997 waarbij het Nationaal Instituut van Criminalistiek en Criminologie opgericht wordt als staatsdienst met afzonderlijk beheer, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 augustus 2006;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 13 februari 2007;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2007;

Gelet op het protocol nr. 322 van 24 april 2007 van het Sectorcomité III - Justitie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de rekenplichtige van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie dezelfde verplichtingen heeft als de rekenplichtigen van de andere federale wetenschappelijke en culturele instellingen;